

## Acte 19: les «gilets jaunes» bravent les menaces de répression par l'armée

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 25 mars 2019  
[wsws.org](#) 25 mars 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Malgré la colère des «gilets jaunes» face aux menaces du gouvernement Macron de faire tirer l'armée sur les manifestants, les mobilisations samedi se sont déroulées globalement dans le calme. Vendredi matin, le gouverneur militaire de la place de Paris, le général Bruno Le Ray, avait expliqué que les soldats mobilisés pour affronter les «gilets jaunes» auraient «différents moyens d'action pour faire face à toute menace, ça peut aller jusqu'à l'ouverture du feu.»

En fin de compte, il n'y a pas eu de confrontation entre l'armée et les «gilets jaunes», ni d'ouverture du feu par l'armée sur les manifestants. Ce sont les forces de l'ordre qui ont commis le seul acte majeur de violence à déplorer ce week-end. A Nice, elles ont violemment chargé et frappé à la tête une septuagénaire, qui ne posait aucune menace aux forces de l'ordre comme en témoignent les vidéos de surveillance. Hospitalisée, elle souffre d'hématomes sous-duraux et aurait été plongée dans le coma selon certaines informations.

«Le préfet a donné à l'hôpital des instructions extrêmement fermes de ne pas communiquer avec l'extérieur, y compris avec la famille, qui a beaucoup de mal à obtenir des informations», a précisé l'avocate de la famille de la victime, Me Arié Alimi. La famille veut porter plainte pour «violence volontaire avec arme par personnes dépositaires de l'autorité publique et sur personne vulnérable.» La fille de la victime a soulevé la question de la responsabilité du président, en soulignant que la police n'a pas «à obéir aux ordres d'un 'petit monarque'.»



La page Facebook «nombre jaune» a annoncé 123.000 manifestants «gilets jaunes» dans de nombreuses villes à travers la France. Le ministère de l'Intérieur a annoncé le chiffre dérisoire de 8.100 manifestants, avant de se raviser et d'annoncer plus de 40.000.

Le déroulement largement pacifique de la manifestation des «gilets jaunes» soulève à nouveau des questions sur le rôle des forces de l'ordre dans les violences du 16 mars. Des centaines de casseurs non identifiés ont pillé de nombreuses boutiques ou enseignes sur les Champs Elysées. Les médias et les partis établis ont réagi hystériquement. Le gouvernement Macron a prétendu que les violences du samedi 16 étaient l'œuvre de casseurs endurcis d'extrême gauche, non identifiés, mais dont les «gilets jaunes» étaient complices.

Le gouvernement avait annoncé la mobilisation de l'armée ainsi que de nombreuses mesures dont des interdictions de manifester, des contraventions alourdies de 38 à 135 euros, la mobilisation de «brigades anticasseurs», et l'usage de drones. Les interdictions de manifester ont touché certains quartiers de Paris dont les Champs-Élysées, théâtre de scènes de pillage le 16, et la place du Capitole à Toulouse, ville forte de la mobilisation dans le Sud Ouest, tout comme Bordeaux. Nice et Marseille étaient aussi touchées par des interdictions de manifester.

Les casseurs endurcis évoqués par le gouvernement le 16 mars, que le gouvernement n'a ni identifiés ni arrêtés, n'ont pas donné signe de vie. Cela soulève à nouveau avec force la question de l'identité des éléments qui se sont rendus responsables des actes de pillage le 16, vu le rôle documenté d'éléments des forces de l'ordre dans le pillage. Le soupçon existe toujours que des forces au sein de l'appareil d'État ont donné leur accord, du moins tacitement, à une provocation.



Le danger de mort que Macron et Le Ray ont fait planer sur les « gilets jaunes » interviennent après quatre mois du mouvement en France, mais seulement deux week-ends après l'émergence d'une mobilisation de masse des travailleurs et des jeunes pour faire chuter le régime algérien. L'émergence d'un mouvement à international aux visées révolutionnaires terrifie la classe dirigeante française. Face au risque du renversement du régime Bouteflika, ils veulent à tout prix étouffer la mobilisation contre la régime Macron en France.

Les reporters du WSWW sont intervenus dans la manifestation des «gilets jaunes» à Paris. Interrogé sur la présence de l'armée comme point fixe dans la mobilisation parisienne, un «gilet jaune» a expliqué au WSWW: «A mon sens je ne pense pas que les médias et les militaires vont faire des tirs sur les civils. C'est impossible, inimaginable. Mais vu les ordres qui existent aujourd'hui venant du ministre de l'Intérieur et du gouvernement actuel, il est

possible que ces gens-là puissent carrément tirer sur les civils s'il y a des problèmes.»

Sur les casseurs, il a dit que «les casseurs s'intègrent dans les manifestations des gilets jaunes. Ça, tout le monde le sait, tout le monde le voit, même les policiers. Mais nous on ne peut pas les empêcher parce qu'ils sont nombreux en général. On en discute avec eux, ils disent: 'Voilà c'est notre droit de manifester et de faire ce qu'on veut, c'est pas aux gens de gérer ce problème'.»

Sur les menace de Le Ray, un autre «gilet jaune» a dit au WSW: «C'est en effet vraiment très choquant. Cela n'est pas arrivé depuis 1947 en France que l'armée qui soit appelée dans des manifestations. Là, ils sont en train de s'embourber ... Ils sont là pour juste protéger des bâtiments, mais ils se rendent pas compte que ça a un impact terrible. C'est vraiment un aveu d'impuissance d'en appeler à l'armée et de continuer à faire une réponse policière et politique. C'est une nouvelle attaque évidemment contre les droits démocratiques. L'armée elle est censée être là pour tirer sur un ennemi et pas sur le peuple.»

Interrogé sur ce qui se passe en Algérie, ce «gilet jaune» a salué la mobilisation: «C'est super beau ce qu'ils sont en train de faire. Eux ils ont réussi beaucoup plus que nous dès le début à élargir un mouvement en restant complètement pacifiques. Et je pense qu'ils ont à l'heure actuelle plus de chances que nous. Bouteflika a déjà reculé une première fois, je pense qu'ils sont encore mobilisés et qu'ils vont réussir à faire reculer le pouvoir.»

David, informaticien a fait part de son hostilité à l'encontre des mesures anti démocratiques de Macron: «Je suis ici déjà premièrement parce que tout ce qui se passe en France aujourd'hui c'est une privation de liberté avec les lois anti-casseurs et tout ce qui se passe avec les militaires. Ils essayent de nous faire peur et aujourd'hui le peuple a faim. Il y a des gens qui n'arrivent pas à finir leurs mois qui sont en difficulté. ... Aujourd'hui la seule réponse que nous a donnée Monsieur Macron, c'est de la répression, c'est de nous mettre de plus en plus de police. Maintenant il nous met les militaires, il nous menace à travers les médias et la télé.»



Même hostilité de la part d'un étudiant gilet jaune qui a mis en avant la répression policière pour expliquer sa présence à la mobilisation parisienne: «On nous dit souvent que ce mouvement s'essouffle. Mais ce n'est pas le rôle de l'armée de faire du maintien de l'ordre de tirer sur les gens. On a déjà assez les CRS qui tapent sur les gens ça c'est déjà assez. Je trouve que des gens qui tirent à balles réelles, pour moi, c'est juste de la dissuasion ... Mais dans ce cas pourquoi envoyer l'armée? Ce mouvement ne plaît pas du tout. C'est juste pour faire peur, pour changer l'opinion publique. Mais là, l'opinion publique est là avec nous. ».

Interrogé sur les luttes en Algérie et internationale des travailleurs, il à fait le rapprochement avec celle des «gilets jaunes»: «Je suis entièrement solidaire sur tout. ...On sait très bien ce qui se passe dans les autres pays et c'est dans la même logique que les gilets jaunes.»

Anthony Torres

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)  
Copyright © [Anthony Torres, wsws.org](https://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Anthony Torres](https://www.wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)